

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN & ARRONDISSEMENT DE BOURG-EN-BRESSE

N° d'ordre : 20260928-34DCC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 28 septembre 2026

L'An deux mille vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Chanoz-Châtenay, sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)
Bey	O. METRAL	X			Mézériat	G. DUJUIT	X		
	H. PORNON (suppléant)					N. ROBIN	X		
Biziat	G. AGATY	X			Perrex	E. BOZONNET	X		
	M. BOUCHARD (suppléant)					J.-J. VIGHETTI			
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	X			Pont-de-Veyle	E. MATHEY (suppléante)	X		
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		X	
Chaveyriat	G. ROPY	X			Saint André d'Huiriat	L. MICHEL	X		
	F. BERTILLOT (suppléante)					D. DOUVRES	X		
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	X			Saint Cyr-sur-Menthon	V. CONNAULT (suppléante)			
	N. LE MOAL (suppléante)					K. PALLE	X		
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	X			Saint Genis-sur-Menthon	B. PELLETIER	X		
	C. TURCHET	X				F. CHAGNARD	X		
Cruzilles-les-Mépillat	D. FAYEMI	X			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	X		
	D. BOYER			X		S. DURANCEAU (suppléant)			
Grièges	A. BIGOT (suppléante)				Saint Julien-sur-Veyle	A. REPOUD-LYAT	X		
	A. GREMY	X				H. LOUREAUX (suppléant)			
	T. LAURENT		X		Vonnas	S. REVOL			
	L. CAZABON	X				H. BOURGE (suppléant)	X		
Laiz	S. SCHAUVING	X				A. GIVORD	X		
	S. MARECHAL GOYON	X				N. DUCLOS	X		
						C. RABUEL	X		
						E. DESMARIS		X	
						C. DESMARIS	X		

Envoi de la convocation : 22/09/2026

Affichage de la convocation : 22/09/2026

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 28

- Aurélie ALEXANDRINE a donné pouvoir à Luc MICHEL
- Elodie DESMARIS a donné pouvoir à Claude RABUEL

A l'unanimité, Monsieur Gilles ROPY est désigné Secrétaire de séance.

OBJET : PACTE SOLIDARITE JEUNESSE - Mutualisation – Avenant à la convention financière avec le Groupement de Défense Sanitaire (GDS) pour la lutte contre le frelon asiatique

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la note de service du 10 mai 2013 par laquelle le Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale et l'Etat français donnent la responsabilité aux GDS, en tant qu'organismes de défense sanitaire, d'organiser la lutte contre le frelon asiatique ;

Accusé de réception en préfecture
 Date de réception préfecture : 09/10/2026

Vu la délibération n°20220328-05DCC en date du 28 mars 2022 par laquelle le Conseil communautaire de la Veyle a adhéré au Groupement de Défense Sanitaire (GDS) de l'Ain afin de favoriser la lutte contre ce nuisible ;

Vu la délibération n°20250602-08DCC du Conseil communautaire en date du 2 juin 2025 portant convention avec le Groupement de Défense Sanitaire (GDS) pour la lutte contre le frelon asiatique ;

Considérant que les modalités de participation financière de la collectivité doivent pouvoir être ajustées afin de tenir compte du niveau d'activité réellement constaté au titre du dispositif, notamment du nombre de nids de frelons asiatiques confirmés et détruits par le GDS ;

Considérant qu'il est proposé de renouveler, à compter de l'année 2026, le dispositif de lutte contre le frelon asiatique dans le cadre de la convention existante, avec une actualisation annuelle, par voie d'avenant, du montant de la participation financière de la collectivité, en fonction du niveau d'activité réel du GDS, notamment du nombre de nids primaires et secondaires confirmés et détruits.

Considérant que les engagements du GDS demeurent notamment les suivants :

- gérer l'ensemble des signalements arrivant sur la plateforme « frelonsasiatiques.fr » ;
- assurer la destruction des nids primaires et secondaires confirmés ;
- fournir des pièges aux communes identifiées comme étant situées en zone à risque ;
- transmettre les éléments nécessaires à l'établissement d'un bilan permettant d'apprécier le niveau d'activité du dispositif et de déterminer le montant de la participation financière de la collectivité pour l'année concernée ;

Considérant que la Communauté de communes s'engage à soutenir financièrement le GDS dans la réalisation de ses objectifs par le versement d'une contribution d'un montant de 8 253 € pour l'année 2026 ;

Considérant que ce montant de contribution annuelle correspond à un forfait de 100 € par commune soit 1 800 € pour le territoire de la Communauté de communes de la Veyle s'ajoutant à une contribution additionnelle en fonction du nombre de nids détruits sur l'EPCI en n-1 ;

Considérant que le projet d'avenant, pour l'année 2026, est joint en annexe ;

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le principe d'une actualisation annuelle, par voie d'avenant, du montant de la participation financière de la collectivité, en fonction de l'activité réellement constatée du GDS ;

AUTORISE le Président à signer l'avenant pour l'année 2026 ;

DONNE DELEGATION au Président pour signer les avenants annuels à venir ainsi que tout document nécessaire à leur mise en œuvre.



Le Président

Christophe GREFFET

Le Secrétaire de séance

Gilles RAPY

Certifié exécutoire

Affiché le : 09.10.2026

Transmis en Préfecture le :

09.10.2026

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20260928-20260928-34DCC-DE
Date de dépôt en préfecture : 09/10/2026

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.